

Les **NOTES** de l'**UEF-France**



www.europe-federale.asso.fr

**c/o Europe Direct
13 Rue de l'arbre sec – 69001 Lyon**

N° 13 – 2007 – 10 décembre 2007

Le carrefour stratégique de 2009

Le rôle d'avant-garde des fédéralistes dans le nouveau cadre politique *Europe-monde*

Guido MONTANI

Président du MFE italien, section italienne de l'U.E.F.-Europe et du WFM

Synthèse d'une conférence donnée à Lyon le 8.12.07 à l'occasion de la Commission nationale de l'UEF-France

A la prochaine élection européenne de 2009, l'Europe se trouvera à un carrefour. Si aucune initiative n'est prise pour s'opposer à la dérive anti-européenne qui s'enracine toujours davantage dans la politique, l'élection deviendra l'occasion d'un renforcement de l'Europe intergouvernementale. Il est facile de prévoir que la participation électorale continuera à chuter, comme cela s'est produit depuis 1979, à cause du peu de poids que pèse le Parlement européen dans le système décisionnel communautaire. Les *eurosceptiques* pourront ainsi soutenir, comme ils l'ont fait depuis les référendums négatifs en France et aux Pays Bas, que l'Union européenne (UE) ne passionne pas les citoyens. On dira que le fossé entre l'Europe et les citoyens est désormais un fait structurel, que la démocratie européenne est un rêve fédéraliste qui décline et que l'UE doit finalement devenir, sans compromis avec la « démagogie fédéraliste », un véritable organisme intergouvernemental au service des gouvernements nationaux. Un échec de l'élection européenne ouvrirait ainsi la voie à une perspective -réédition de l'Europe des patries de De Gaulle- qui avait déjà partiellement été redimensionnée par le projet de Constitution européenne.

Pour comprendre comment s'opposer à cette perspective, il faut avoir présent à l'esprit que le Traité de Lisbonne est le fruit et le symptôme d'un cadre politique difficile à comprendre avec les schémas du passé. L'Europe est désormais devenue un sujet actif de la politique mondiale, même si elle ne dispose pas d'un poids militaire significatif. Des questions telles que la paix, la justice internationale, l'environnement et l'avenir de l'espèce sont en train de transformer l'humanité en une communauté de destin. L'avenir écologique de la planète met en évidence une dimension morale que partagent de plus en plus de peuples et de citoyens de tous les continents. L'Europe est une puissance nouvelle qui participe activement à la construction d'un ordre multipolaire coopératif. Dans ce cadre politique *Europe-monde*, la question décisive sera : qui gouverne l'Europe ? La création

d'un gouvernement européen, capable de mener une politique extérieure adaptée aux défis des temps nouveaux, constitue le fait politique qui décidera du sort de la planète. L'UE doit réussir à parler d'une seule voix. L'énergie, l'emploi, l'écologie, la sécurité intérieure et internationale requièrent des réponses unitaires et des moyens efficaces d'intervention. L'exigence d'un gouvernement fédéral se manifesterá de plus en plus fortement. L'Europe a besoin d'un gouvernement parce que le monde a besoin de l'Europe. L'Europe obtiendra une crédibilité aux yeux des citoyens si elle peut montrer la voie pour un avenir de paix et de solidarité internationale.

L'avenir est déjà en train de se construire. Mais il n'est pas dit qu'il va dans la direction souhaitée par les fédéralistes. Si le Traité de Lisbonne est ratifié, comme cela semble probable, le Conseil européen sera présidé par une personnalité importante. Les gouvernements nationaux sont déjà en train de discuter de différentes candidatures. Ce *Mister*, ou cette *Mrs*. Europe, commencera à assumer aux yeux des citoyens et des autres gouvernements du monde, le rôle d'un chef de gouvernement ou d'un chef d'Etat. Le Président du Conseil occupera nécessairement une partie importante de la scène européenne puisqu'il pourra conditionner et orienter la politique extérieure et de sécurité et les grands choix économiques qui sont à l'heure actuelle, à travers les ministres des finances (*Ecofin*) et l'Eurogroupe (pour les pays de la zone euro) dans les mains des gouvernements nationaux.

Certains soutiendront qu'une autorité intergouvernementale visible vaut mieux que la situation chaotique actuelle. Il y a du vrai dans cette affirmation. Mais il ne faut pas oublier qu'un nouveau renforcement et une nouvelle légitimation de la méthode intergouvernementale ne favorisent qu'une cohésion de façade. L'UE restera structurellement divisée par le *vetó*, les rivalités nationales et l'impossibilité de réaliser des politiques unitaires effectives. Il s'agit d'un gouvernement européen

illusoire. Toutefois, en Europe, les illusions peuvent durer longtemps et produire des effets néfastes.

Dans le projet de Constitution européenne et maintenant dans le Traité de Lisbonne, il existe un contrepoids institutionnel à cette perspective, voulu par les fédéralistes et soutenu par le Parlement européen. Le principe fédéral, sur lequel se sont développés les premières institutions européennes, s'articule sur l'axe Parlement-Commission. Jusqu'à présent cette ligne de développement a produit peu de résultats à cause de l'apathie des partis européens qui, au Parlement européen, se sont contentés de chercher des formules de coexistence pacifique, sans être obligés de serrer les rangs pour soutenir ou contrer un exécutif. La Commission a joué un rôle important dans le passé, avec Jacques Delors, dans la phase de construction du Marché unique et de l'Union monétaire, mais une fois ces grands chantiers institutionnels terminés, elle est progressivement passée à l'arrière plan. Actuellement, la Commission Barroso joue plus le rôle d'un secrétariat du Conseil que celui d'un exécutif responsable devant le Parlement européen. Et ce rôle de secrétariat sera ultérieurement confirmé par la nomination d'une personnalité politique de premier plan en qualité de Président du Conseil européen. Ainsi, sans nouvelles réformes bruyantes, le noyau fédéral de l'Europe sera progressivement redimensionné.

L'alternative la plus réaliste à l'étouffement en douceur du noyau fédéral de l'UE réside dans l'exploitation par les partis européens de la possibilité de présenter un candidat comme Président de la Commission européenne au cours même de la campagne électorale. Si cela se produit, le Conseil européen devra désigner le Président de la Commission « en tenant compte des résultats électoraux ». Et la Commission devra ensuite recevoir un vote de confiance de la part du Parlement européen. En substance, le cercle vertueux de confiance « citoyen-parti-parlement-gouvernement » qui représente la colonne vertébrale de tout système fédéral, se mettrait en marche. Dans les régimes démocratiques, la seule source légitime du pouvoir réside dans la souveraineté populaire. A l'*Union des gouvernements* il faut opposer l'*Union du Peuple fédéral européen*.

Si les partis européens savent répondre au défi des gouvernements, une phase difficile de cohabitation s'ouvrira entre le Président de la Commission et le Président du Conseil européen. La cohabitation sera difficile parce que la Commission a encore relativement peu de pouvoir pour certaines compétences cruciales, comme la politique extérieure et la fiscalité, qui sont pratiquement entièrement dans les mains des gouvernements nationaux. Mais le Président de la Commission pourra faire valoir sa légitimité démocratique et promouvoir, en accord avec le Parlement européen, de nouvelles réformes institutionnelles qui renforceront l'axe institutionnel fédéraliste. Aujourd'hui, un acte de courage de la part des partis européens représente la meilleure garantie d'un futur Parlement fier de son investiture démocratique et de ses nouveaux pouvoirs de réforme.

Dans le nouveau cadre politique *Europe-monde*, les fédéralistes auront des occasions d'actions extraordinaires pour relancer, à travers la revendication d'un gouvernement fédéral, la demande d'une Constitution européenne. Mais nous devons agir au plus vite si nous ne voulons pas rater l'occasion des élections européennes et laisser l'avantage à l'Europe

intergouvernementale. Les partis européens commencent à se préparer à l'élection européenne. Mais aucun d'eux ne veut s'exposer en avançant une proposition aussi audacieuse que la présentation d'un candidat à la Présidence de la Commission. Rompre avec un système qui dure depuis trente ans n'est pas facile. Abandonner les eaux tranquilles du port pour sortir en haute mer pourrait coûter sa carrière à un dirigeant étourdi. C'est pour cela qu'il est probable que les partis choisiront la solution commode de laisser les choses comme elles sont, en attendant de voir ce qui se passera d'ici la prochaine élection de 2014. C'est seulement s'ils étaient pressés par leur base et leurs sympathisants qu'ils pourraient oser davantage. Toutefois, les militants et les sympathisants ne sont pas conscients, en fait, de l'enjeu de 2009. Très peu de gens pourraient dire quels sont les dirigeants européens de leur parti favori. Les luttes internes des partis ont encore une dimension nationale. C'est ainsi que la boucle est bouclée.

C'est dans de telles circonstances que le rôle d'avant-garde des fédéralistes européens apparaît à l'évidence. Seule une force politique européenne extérieure au *système des partis* peut les contraindre à faire un pas qui pourrait déclencher une réaction en chaîne allant jusqu'à une relance du processus constituant et à la création d'un gouvernement fédéral, cheville ouvrière du nouvel ordre international de paix. Toutefois, le temps presse. De fait, l'action doit démarrer et réussir courant 2008. La campagne électorale commencera dans les premiers mois de 2009. Il sera alors trop tard. Nous devons donc saisir l'occasion du Congrès de l'*U.E.F.-Europe*, en avril 2008, pour lancer une **Campagne pour un Gouvernement fédéral européen**. Au départ, l'action fédéraliste consistera à politiser la campagne électorale européenne. Une pression sur les partis européens ne peut réussir que si elle a une dimension et un développement européens. Les formes de cette pression sur les partis devront être soigneusement discutées parce qu'il s'agit d'impliquer les organisations de la société civile dans une action de récolte de signatures, de débats citoyens et de rencontres avec les dirigeants nationaux et européens. Il est nécessaire de retourner au plus vite dans la rue avec de nouveaux slogans et de nouveaux alliés.

Le cadre politique a changé. La nouvelle perspective c'est l'*Europe-monde*. La lutte pour le gouvernement européen qui se développera au fur et à mesure, coïncidera toujours davantage avec la lutte pour la construction d'un nouvel ordre international de paix et de solidarité.

L'UEF-France est une association fondée en 1947, dont les adhérents militent pour la construction européenne et pour l'émergence d'une Europe politique fédérale. Totalement indépendante des partis politiques, l'UEF-France appartient à l'Union des Fédéralistes Européens. L'UEF Europe est membre du World Federalist Movement (Mouvement fédéraliste mondial) et du Mouvement Européen International.

Contact presse UEF - FRANCE

Sandra FERNANDES

Sandrafernandes1@yahoo.fr - Tél : 06 84 15 53 19